un vent de régression

tiques LGBTI+ dans les écoles, on constate depuis quelques mois dans les formulaires d'évaluation anonyme qu'une frange de plus en plus importante des jeunes déclare fièrement leur homophobie. Ce n'était pas le cas auparavant. Il y a une parole qui se libère et le monde enseignant y voit l'influence très problématique des réseaux masculinistes sur les réseaux sociaux. Tout ce qui n'est pas perçu comme binaire doit à leur sens être dominé, voire éliminé. »

4

Face aux dangers, quelles réponses ?

« Lorsque des faits de violence se produisent, le seuil à franchir pour porter plainte est souvent trop élevé. Ou bien le procès-verbal constatant l'agression n'est pas bien rempli. La mention "crime de haine" fait défaut », indique Séphora. En 2023, moins de 10 % des plaintes pour agressions LGBTIphobes ont abouti à une condamnation prenant en compte la circonstance aggravante, selon les chiffres du SPF Justice. Le reste des dossiers est souvent requalifié en violences simples, voire classé sans suite. Mais les choses bougent. « La modification récente d'une circulaire interministérielle, qui garantit désormais que les procureurs, la police et les services d'inspection reçoivent des instructions explicites pour lutter contre la discrimination et les crimes de haine fondés sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles a constitué une avancée majeure. Ce type d'orientation intersectorielle est essentiel pour que les protections se concrétisent dans la pratique », pointe Katja Stefanec Gartner d'Ilga-Europe.

Sur le terrain, des formations à destination de la police sont organisées afin que les P-V soient complets, précis, mieux répertoriés. « Nous proposons aussi des jeux de rôle pour aider à l'accueil d'une personne LGBTI+ au commissariat. Cela permet aussi de dire aux victimes qu'elles peuvent directement saisir le procureur du Roi pour déposer une plainte », pointe Séphora.

Stratégie coordonnée de prévention, collecte de données plus rigoureuse, meilleure prise en charge des victimes, souvent laissées seules après leur dépôt de plainte : les solutions semblent à portée de main. « Et du côté des associations, nous devons continuer à donner des formations, à faire de la sensibilisation, à livrer des témoignages dans les écoles, c'est le meilleur moyen de faire accepter la diversité », assène Erynn Robert.

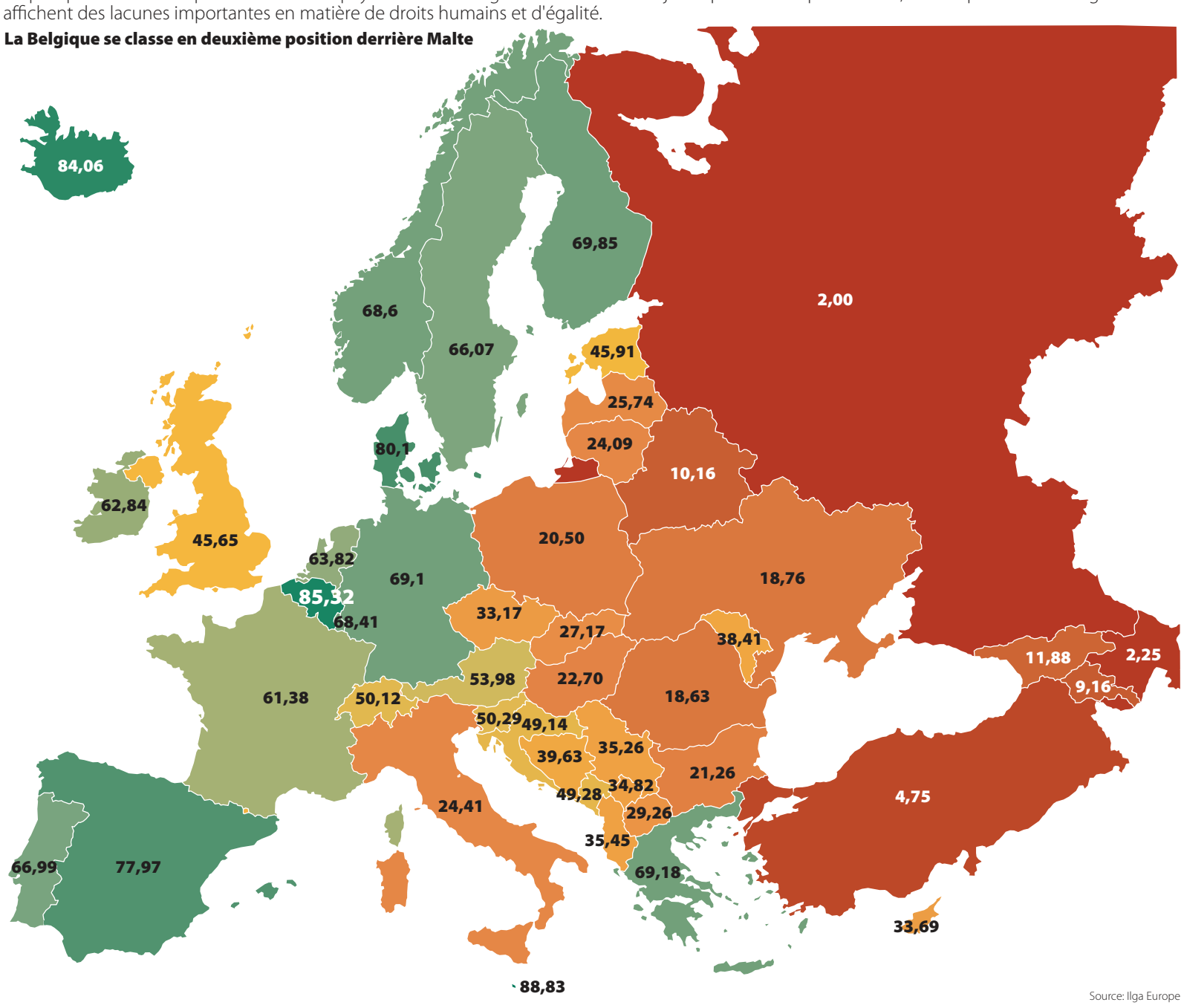
LGBTI+ ou LGBTQI+ ?

Les deux sigles sont utilisés, mais ils ne signifient pas exactement la même chose.
LGBTI+ est couramment utilisé en Europe, notamment par des organisations comme Ilga-Europe. C'est d'ailleurs la dénomination retenue par *Le Soir* ; elle inclut : Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Intersexes, et le + pour les identités non spécifiquement mentionnées (queer, asexuelles, pansexuelles, etc.).
LGBTQI+ est plus répandu à l'international, surtout dans le monde anglophone. Raison pour laquelle nous avons retenu cette dénomination pour le reportage de notre correspondant à New York.
Le « Q » représente Queer ou Questioning, ajoutant une dimension identitaire ou exploratoire.
Certaines organisations, notamment aux Etats-Unis, insistent sur le « Q » pour mieux inclure les personnes qui ne se reconnaissent pas dans les catégories traditionnelles ou qui questionnent leur identité. P.Y.W

Quels pays respectent le mieux les droits des personnes LGBTQI+ ?

La Rainbow Map d'ILGA-Europe classe les pays européens en fonction du respect des droits des personnes LGBTQI+, allant des environnements les plus protecteurs aux plus restrictifs. Les pays en vert foncé garantissent un cadre juridique et social plus inclusif, tandis que ceux en rouge affichent des lacunes importantes en matière de droits humains et d'égalité.

La Belgique se classe en deuxième position derrière Malte



Source: Ilga Europe

Etats-Unis Les LGBTQI+ craignent le pire

REPORTAGE

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

Par un froid piquant, le 14 février dernier, des centaines de manifestants LGBTQI+ défilaient devant le monument du Stonewall Inn, berceau du mouvement homosexuel à New York depuis une émeute légendaire en 1969. En ce jour de Saint-Valentin, ils protestaient pour une simple lettre : un *T* et un *Q* subrepticement retirés du site officiel des parcs nationaux. Sur la page dédiée au bar gay de Christopher Street, dans Greenwich Village, la mention « LGB » (lesbien, gay, bisexuel) avait remplacé l'usuelle « LGBTQ ». Une main indélicate avait cru bon de retirer l'allusion aux personnes transgenres et queers, pour plaire à la nouvelle administration Trump qui a érigé les « déviants » en bête noire.

Une manifestation pour rien, en apparence, la mention « LGB » figurant toujours sur la page du Stonewall. Mais un événement salutaire pour sortir de sa torpeur cette communauté, pétrifiée par l'arrivée au pouvoir de conservateurs radicaux qui honnissent toutes les variations du mouvement « woke » et affichent leur extrême hostilité envers les transgenres, assimilés à une dépravation morale supposée de l'Amérique.

Une peur insidieuse

Cette dépravation, pourtant, cible la communauté transgenre plus qu'elle ne l'incarne : quelques jours avant l'incident du Stonewall, le corps supplicié d'un jeune transsexuel de 24 ans, Sam Nordquist, était retrouvé dans un champ du nord de l'Etat de New York. La victime, originaire du Minnesota, aurait été torturée et abusée sexuellement dans une chambre d'un motel sordide durant plus d'un mois par sept individus, hommes et femmes, qui auraient en outre associé aux sévices deux de leurs enfants âgés de 7 et 12 ans. La mort atroce de Sam Nordquist, dont les motifs sont encore mal définis, n'a fait qu'accentuer la peur insidieuse qui se répand parmi la communauté LGBTQI+ à New York. A chaque manifestation, autour de Washington Square, ce printemps, les rangs semblent clairsemés. Le risque d'être observé et suivi par des agents en civil du service de l'immigration et des douanes, dit « ICE », suffit pour rester calfeutré chez soi. Elizabeth, mère quadra d'une transgenre de 10 ans, reste rivée aux messages de ses groupes Whatsapp. La semaine passée, un parent a suggéré de basculer sur la messagerie sécurisée Signal, histoire d'éviter toute intrusion numérique. L'objectif ? « Je multiplie les démarches pour que sa condition féminine soit mentionnée sur son certificat de naissance, sa carte de sécurité sociale, son assurance-maladie », précise-t-elle, ajoutant qu'un passeport, denrée rare chez les Américains, s'est ajouté aux priorités. Des fois qu'il faille gagner le Canada en urgence. « Tout ça fait tellement peur », soupire la maman, nerveusement éreintée. « Mais c'est mon enfant, elle ne parvient pas à comprendre. Je l'ai toujours protégée de la haine rampante de Trump et de ses alliés. Tout ce que je veux, c'est la protéger d'eux aussi longtemps que je le pourrai. »

Etat progressiste, New York fait partie de ces « taches bleues » sur le continent, où les autorités locales se sont juré de protéger les minorités ciblées par le gouvernement fédéral. Et puisque Trump veut empêcher l'accès aux soins pour les LGBTQI+, notamment pour les thérapies hormonales de transition pour les moins de 19 ans, la Ville de New York a promis de conserver ouverts les cliniques et hôpitaux pour ce genre de démarche. L'un des plus prestigieux centres médicaux de la ville cependant, le NYU Langone Health, a suspendu l'accès à ces traitements pour échapper aux foudres du locataire de la Maison-Blanche. Même dans les villes sanctuaires comme « Big Apple », les garde-fous sautent, discrètement.

La résilience de la communauté

Le pire est-il à venir ? « Vous savez », tempère Cathy Renna, de la National LGBTQ Task Force, qui comme toute New-Yorkaise pure sucre habite dans le New Jersey, en face de Manhattan, « nous avons vécu les purges de la fonction publique dans les années cinquante, les arrestations, lorsque le simple fait d'être gay était illégal. Nous avons traversé la "peur lavande" (persécution des homosexuels sous le maccarthysme), la crise du sida, les émeutes post-Stonewall, la répression qui s'est ensuivie, le terrible retour de bâton orchestré par les chrétiens évangéliques et la droite nationaliste, qui n'ont plus jamais cessé de nous attaquer depuis lors, qu'il s'agisse du mariage de même sexe ou de l'entrée dans l'armée. Nous avons fait d'immenses progrès, mais c'est un combat permanent. Comme un balancier qui oscille d'un côté puis de l'autre. Mais notre communauté a appris la résilience. Nous essayons de contrebalancer la peur insidieuse avec l'espoir que des gens trouvent le courage de se battre et répondre aux défis extrêmes imposés par ce gouvernement. »

Un million d'Européens appellent à interdire les « thérapies » de conversion des personnes LGBTI+

Un million d'Européens ont appelé à interdire les « thérapies de conversion » des personnes LGBTI+ sur le continent, selon les résultats d'une initiative citoyenne. Maintenant que ce seuil est atteint, la Commission européenne doit répondre publiquement à cette pétition, signée par de nombreuses personnalités du monde culturel ou politique, comme la chanteuse belge Angèle ou l'ancien Premier ministre français Gabriel Attal.
Les « thérapies » de conversion prétendent modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, en assimilant notamment l'homosexualité à une maladie.
Selon l'association ILGA, les thérapies de conversions ne sont complètement interdites que dans huit pays de l'Union européenne : France, Belgique, Chypre, Allemagne, Malte, Portugal, Espagne et Grèce. AFP